



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

DTPP / SDSP / BPCA / PC

N° Dossier : 090721

N° BSPP : 24040-P7-M6A1

Catégorie : 1^{ère} – Type : R avec activités de types X et L
+ parc de stationnement

Affaire suivie par Mlle Laurence VERGNE

Tél. : 01 49 96 36 69

Fax. : 01 49 96 37 69

Paris, le 19 AVR. 2010

LE PREFET DE POLICE

A

MONSIEUR LE PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

PREFET DE PARIS

DIRECTION DE L'URBANISME DU LOGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT

SOUS-DIRECTION DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION

BUREAU DE LA CONSTRUCTION

OBJET : Demande de permis de construire n° 09 P 0049 concernant la construction d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche – 56, avenue de France à Paris 13^{ème}.

Référence : Votre lettre DULE/SDCUC/BC/075 113 09 P 0049 du 8 février 2010.

P. jointes : 2 annexes + 3 procès-verbaux (sécurité incendie, accessibilité, sécurité publique) + l'instruction technique relative aux parcs de stationnement couverts.

Par courrier en date du 8 février 2010, vous m'avez transmis, pour avis, un dossier relatif à la demande de permis de construire rappelée en objet.

Je rappelle que le projet a fait l'objet d'un avis défavorable au regard de la sécurité incendie, de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et de la sécurité publique par note du 24 décembre 2009.

S'agissant de la construction d'un bâtiment universitaire pour l'université Paris-Diderot, constituant un établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie susceptible de recevoir un effectif de 2894 personnes, le dossier comporte, conformément aux dispositions de l'article L 111.3.1 du code de l'urbanisme, une étude de sécurité publique.

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

La Délégation Permanente siégeant en formation accessibilité, la Délégation Permanente siégeant en formation incendie et la sous-commission pour la sécurité publique, réunies en séance respectivement les 16 et 23 mars et 15 avril 2010, ont émis chacune pour ce qui la concerne, un *avis favorable* au projet sous réserve de l'observation des mesures prescrites dans les annexes ci-jointes (I, II et III).

P/ LE PREFET DE POLICE
Le sous-directeur de la sécurité du public

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gérard Lacroix', written over a horizontal line.

Gérard LACROIX



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

DTPP / SDSP / BPCA / PC

N° Dossier : 090721

N° BSPP : 24040-P7-M6A1

Paris, le 19 AVR. 2010

Catégorie : 1^{ère} – Type : R avec activités de types X et L
+ parc de stationnement

AVIS DE LA DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION DE SECURITE DE LA PREFECTURE DE POLICE

OBJET : Demande de permis de construire n° 09 P 0049 concernant la construction d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche – 56, avenue de France à Paris 13^{ème}.

Après examen du dossier de permis de construire mentionné en objet, la délégation permanente de la commission de sécurité de la préfecture de police émet un avis *favorable* à la réalisation du projet sous réserve de l'exécution des prescriptions suivantes :

1. Réaliser les travaux de construction d'un bâtiment universitaire, îlot M6A1, ZAC rive gauche, constituant un établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie de type R avec activités de types X et L, susceptible de recevoir un effectif de 2894 personnes, et d'un parc de stationnement (178 places) – 56, avenue de France à Paris 13^{ème}, conformément aux plans et documents joints à la demande de permis de construire déposée le 5 août 2009 et modifiée par le dossier reçu le 22 février 2010.
2. Se conformer aux dispositions réglementaires :
 - des articles R. 123-1 à 123-55 du code de la construction et de l'habitation ;
 - du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public ;
 - de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de types R et X ;
 - de l'arrêté du 5 février 2007 modifié relatif aux établissements de type L ;
 - de l'arrêté du 9 mai 2006 modifié relatif aux établissements de type PS ;
 - de l'arrêté du 28 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire ;
 - du code du travail.

Mesures communes

3. Donner une stabilité au feu de 4 heures aux éléments principaux de structure communs au tunnel ferroviaire et aux établissements recevant du public.
4. Isoler les établissements recevant du public du tunnel du TGV par des parois coupe-feu de degré 4 heures.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

.../...

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

Mesure relative à l'accessibilité des personnes handicapées.

5. Se conformer aux dispositions des articles R. 111-19-1 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté du 1er août 2006 modifié relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création aux personnes handicapées.

Mesures applicables pour la partie activité de type R :

6. Aménager une voie pour la mise en station des échelles aériennes perpendiculaire à la façade donnant accès au hall principal du bâtiment (côté avenue de France). Cette voie devra être conforme aux dispositions de l'article CO 2 (§ 2) et en particulier avoir une largeur de 10 mètres au-moins, libre de stationnement et de plantations et approcher à moins de 1 mètre de la façade.
7. Matérialiser en permanence la voie échelles en impasse au moyen de panneaux de signalisation visibles en toute circonstance et indiquant le tonnage limite autorisé, conformément aux dispositions de l'article CO 2 (§ 4).

8. Aménager des baies dans les façades accessibles traitées en aveugle suivantes :

- rue Albert Einstein ;
- rue Nicole-René Lepaute ;
- au droit de la voie échelles en impasse côté avenue de France.

Celles-ci devront respecter les dispositions de l'article CO 3 (§ 3) de façon à permettre un engagement aisé des sapeurs-pompiers en toutes circonstances :

- dimensions de 1,80 mètre de hauteur et 0,90 mètre de largeur (la distance entre les baies d'accès d'un même niveau doit être comprise entre 10 et 20 mètres) ;
 - les baies doivent ouvrir « à la française » vers l'intérieur du bâtiment dans un local classé à risque courant ou un dégagement ;
 - un système d'ouverture unique pour chaque baie doit être prévue ;
 - le dispositif d'ouverture, situé dans la moitié inférieure des châssis des baies doit être manœuvrable au moyen de la clé spéciale des sapeurs-pompiers ;
 - le dispositif d'ouverture de ces baies doit être repéré depuis l'extérieur.
9. Installer dans les escaliers n° E01, n° E02, n° E08 et n° E09 une colonne sèche de 65 mm munie de 2 prises de 40 mm par niveau, conformément à la norme française NF S 61-759. Les raccords d'alimentation des colonnes sèches n° E01 et n° E02 doivent se trouver à l'extérieur du bâtiment et à proximité de la voie échelles en impasse, côté avenue de France.
Les raccords d'alimentation des colonnes sèches n° E08 et n° E09 doivent se trouver à l'extérieur du bâtiment, côté rue Nicole-René Lepaute.
De plus, les raccords d'alimentation doivent être à moins de 60 mètres d'une bouche ou d'un poteau d'incendie et leur niveau d'accès identique à celui des véhicules des services de lutte contre l'incendie.
 10. Implanter, selon les dispositions de la norme NF S 62-200, deux appareils d'incendie conformes aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213, munis chacun d'un regard de vidange (80 X 80 X 120) raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement.
Si le choix d'installation de poteaux est retenu, ceux-ci seront dotés d'une vidange automatique et, de préférence, de prises apparentes.

.../...

Dans le cas présent, les emplacements de ces appareils se situeraient :

- avenue de France, au droit de la voie échelle en impasse ;
- rue Nicole-René Lepaute angle rue Albert Einstein.

Faire répertorier les appareils par le bureau prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris – section prévision hydraulique, en fournissant au préalable, pour l'installation, l'attestation de conformité délivrée par l'installateur.

11. Aménager, en partie haute des escaliers n° E01, n° E02, n° E08 et n° E09 desservant les étages, un exutoire d'une surface géométrique de 1 m² ou d'un ouvrant de désenfumage d'une surface libre identique, pour permettre l'évacuation de fumée en cas d'incendie.
Assurer leur ouverture par un dispositif à commande manuelle à disposer à proximité de l'accès à l'escalier ou dans celui-ci.
Ces dispositifs devront satisfaire aux conditions définies aux articles DF 4 et DF 5.
12. Aménager, comme proposé par le pétitionnaire, en partie haute de l'escalier n° E04 desservant le 2^{ème} étage, des ouvrants de désenfumage d'une surface libre de 4 m², pour permettre l'évacuation de fumée en cas d'incendie.
Assurer leur ouverture par un dispositif à commande manuelle à disposer à proximité de l'accès à l'escalier ou dans celui-ci.
Ces dispositifs devront satisfaire aux conditions définies aux articles DF 4 et DF 5.
13. Assurer, conformément aux articles DF 4 et X 19, le désenfumage naturel du gymnase en sous-sol côté rue Watt, en réalisant des évacuations de fumée en partie haute par des exutoires ou des ouvrants.
Donner à ces ouvertures une surface utile d'évacuations de fumée égale au 1/200^{ème} de la superficie du local mesurée en projection horizontale, en tenant compte des règles définies au paragraphe 7.1 de l'instruction technique n° 246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.
14. Assurer, conformément aux dispositions des articles DF 4 et R 19, le désenfumage du foyer de l'amphithéâtre de 99 places dans les conditions prévues par l'instruction technique n° 246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public et notamment dans son article 7.2, pour ce qui concerne le désenfumage par tirage mécanique.
15. Assurer, conformément aux articles DF 4 et R 19, le désenfumage naturel de la bibliothèque et de sa mezzanine, en réalisant des évacuations de fumée en partie haute par des exutoires ou des ouvrants.
Donner à ces ouvertures une surface utile d'évacuations de fumée égale au 1/200^{ème} de la superficie du local mesurée en projection horizontale, en tenant compte des règles définies au paragraphe 7.1 de l'instruction technique n° 246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

Mesures applicables pour la partie activité de type PS :

16. Installer dans le parc une ventilation mécanique, d'un débit de 900 m³/h par véhicule, permettant d'assurer le désenfumage de chaque compartiment en cas d'incendie. Chaque ventilateur d'extraction sera conçu de façon à résister à une température de 400°C au moins, pendant deux heures ou est classé F400 120.

.../...

Chaque ventilateur est alimenté par un circuit qui lui est propre dans les conditions prévues à l'article EL 16, § 1 et 2, des dispositions générales du règlement. Les conditions d'implantation pour préserver les ventilateurs d'un sinistre doivent respecter les conditions de l'article PS 18 § 4.3 de l'arrêté du 9 mai 2006 relatif à la réglementation des parcs de stationnement couverts.

17. Réaliser les conduits de désenfumage conformément aux dispositions de l'article PS 18 (§ 4.2.2) de l'arrêté du 9 mai 2006 relatif à la réglementation des parcs de stationnement couverts.

18. Installer dans les escaliers n° E07 et n° E16 une colonne sèche de 65 mm munie de 2 prises de 40 mm par niveau, conformément à la norme française NF S 61-759 et à l'article PS 29 (§ 3).

Le raccord d'alimentation, doit se trouver à l'extérieur du bâtiment, à une distance maximale de 3 mètres de l'entrée du bâtiment où se situe la colonne et à moins de 60 mètres d'une bouche d'un poteau d'incendie.

Le niveau d'accès du raccord d'alimentation doit être le même que celui du niveau d'accès des véhicules des services de lutte contre l'incendie. Son emplacement sera situé à proximité immédiate de l'accès à chaque escalier.



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

DTPP / SDSP / BPCA / PC

N° Dossier : 090721

N° BSPP : 24040-P7-M6A1

Catégorie : 1^{ère} – Type : R avec activités de types X et L
+ parc de stationnement

Paris, le **19 AVR. 2010**

Mesures à respecter lors de la réalisation des travaux ou postérieurement à leur réalisation

Mesures applicables pour la partie activité de type R :

1. Installer un système de sécurité incendie de catégorie B en respectant pour les matériels des dispositions des normes françaises NF S 61-930 à NF S 61-940, NF S 61-961 et NF EN 54 revêtus des estampilles de conformité. Faire procéder à la réception de son installation par un coordinateur SSI dans les conditions définies aux paragraphes 12 et 13 de la norme NFS 61-932. L'organisme coordinateur ne peut être le même que l'organisme agréé chargé des vérifications prévues à l'article GE 7 (81).
2. En l'absence de service de sécurité composé d'agents qualifiés, faire établir pour chaque personne chargée de l'exploitation du SSI pendant la présence du public une « attestation de formation » portant notamment sur la signification des différentes signalisations, la conduite à tenir en cas de dérangement et, en cas d'alarme, les modalités d'action sur une commande manuelle (MS 57 §1). Les annexer au registre de sécurité.

Mesures applicables pour la partie activité de type PS :

3. Installer un équipement d'alarme sonore et visuel de type 3, perceptible de tous points des compartiments et des circulations de chaque niveau du parc.
4. Installer un dispositif de commandes manuelles regroupées, prioritaires et sélectives par compartiment, au niveau de référence à proximité de chaque accès de véhicule. Dans le cas où plusieurs dispositifs sont installés l'utilisation d'un de ces dispositifs entraîne l'inhibition des autres.

Mesures communes :

5. Transmettre à la Direction des transports et de la protection du public – Sous-direction de la sécurité du public – Bureau des établissements recevant du public – 12/14, quai de Gesvres 75004 PARIS :
 - un dossier technique sur le système de sécurité incendie envisagé ;
 - un dossier technique sur le chauffage-ventilation ;
 - le dossier technique prévu à l'article DF 2, avec :
 - un plan comportant :
 - les emplacements des évacuations de fumée et des amenées d'air ;
 - le tracé des réseaux aérauliques ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

.../...

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mël : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

- l'emplacement des ventilateurs de désenfumage ;
 - l'emplacement des dispositifs de commandes ;
 - une note explicative précisant les caractéristiques techniques des différents équipements.
6. S'assurer du concours, pendant la construction, d'organismes ou de personnes agréés par le ministre de l'intérieur pour effectuer les vérifications de sécurité conformément aux articles R 123-43 et R 123-44 du Code de la Construction et de l'Habitation et GE 3, GE 6 à GE 9 du règlement de sécurité du 25 juin 1980. Les procès-verbaux ou comptes rendus de vérification seront présentés à la commission de sécurité et annexés au registre de sécurité.
7. Aviser la Direction des transports et de la protection du public – Sous-direction de la sécurité du public – Bureau des établissements recevant du public – 12/14, quai de Gesvres 75004 PARIS, de l'achèvement des travaux.



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

DTPP / SDSP / BPCA / PC

N° Dossier : 090721

N° BSPP : 24040-P-M6A1

Paris, le 19 AVR. 2010

Catégorie : 1^{ère} – Type : R avec activités de types X et L
+ parc de stationnement

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION POUR LA SECURITE PUBLIQUE

OBJET : Demande de permis de construire n° 09 P 0049 concernant la construction d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche – 56, avenue de France à Paris 13^{ème}.

L'étude remplit les conditions et les objectifs définis par l'article R. 111-49- alinéa 1 du code de l'urbanisme, précisés par l'annexe 2 de la circulaire en date du 1^{er} octobre 2007 émanant du ministère d'état, de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministère du logement et de la ville, en ce qui concerne les points suivants :

I. Diagnostic

La présence d'un diagnostic social et urbain a permis de noter que le 13^{ème} arrondissement est l'un des plus peuplés de Paris, avec une population relativement jeune (entre 25 et 39 ans). L'habitat est prioritairement tourné vers le locatif (l'accès à la propriété restant particulièrement difficile à Paris).

Le diagnostic économique indique que le 13^{ème} arrondissement reproduit assez fidèlement le profil de la capitale en matière d'emploi avec des chiffres sensiblement identiques. Le taux de chômage ne cesse d'augmenter depuis 2008. Cet arrondissement est en pleine expansion économique avec la construction de grandes surfaces (Décathlon, Darty, ...), le développement des transports en commun (prolongement de la ligne de métro N°10 ainsi que le prolongement de la ligne de tramway T3,...).

S'agissant du diagnostic de l'insécurité, les statistiques font apparaître que depuis 2006 la délinquance décroît sur le 13^{ème} arrondissement de Paris.

Les faits de délinquance les plus importants apparaissent dans les grands pôles d'habitats (Cité Regnault-Chevaleret, Cité Louise Weiss,...).

II. L'analyse des risques

L'ensemble des risques admissibles pour cette typologie de projet a été évoqué. Les risques suivants pouvant impacter le site ont été recensés :

- blocages des entrées de l'établissement,
- intrusions aux fins d'envahissements,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mël : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

- manifestations à l'intérieur du site,
- dégradations ou attentats intérieurs,
- attentats vers l'extérieur (actions sur les voies SNCF,...),
- dégradations des façades,
- dégradations ou vols de véhicules,
- atteintes aux personnes (agressions, rixes, vol à l'arraché,),
- vols avec effraction,
- dégradations ou destructions des installations de sécurité (groupe électrogène, chaufferies,...),
- détournements d'espace, développement du commerce de substances illicites,
- vols, destructions de documents ou récupérations de données ou de programmes informatiques concernant la recherche.

III. Recommandations

La sous-commission pour la sécurité publique, réunie en séance le 15 avril 2010, émet un **avis favorable** au projet, assorti des recommandations suivantes, bien que le site bénéficie d'une sûreté satisfaisante au niveau des risques envisagés :

- interdire tout stationnement, aménagement et plantation sur une largeur de 10 mètres au moins sur la voie reliant l'avenue de France à l'entrée principale du bâtiment ;
- le contrôle par badge qui sera mis en œuvre dans les ascenseurs du bâtiment M6A1 afin d'accéder aux niveaux réservés aurait mérité d'être déporté aux niveaux des ouvrants. Ce déport permettrait une meilleure sécurisation du bâtiment mais ne peut être, d'après la maîtrise d'ouvrage, envisagé dans un milieu universitaire.

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

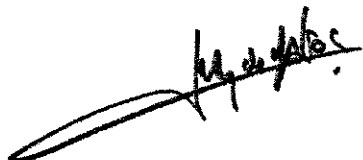
DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION DE SECURITE

AVIS SUR LES PERMIS DE CONSTRUIRE

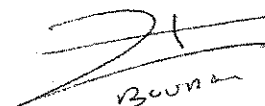
ARRTS	OBJET - ADRESSE	DATE AVIS	NATURE AVIS
13ème	56, avenue de France P.C. 075 113 09 P 0049 - Info : 090721 UNIVERSITE PARIS DIDEROT LOT M6A1	19 AVR. 2010	FAVORABLE

LE SOUS-DIRECTEUR DE LA SECURITE DU PUBLIC

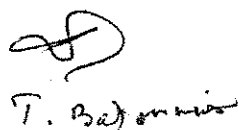
P. LA B.S.P.P.



P. LES ARCHITECTES DE SECURITE

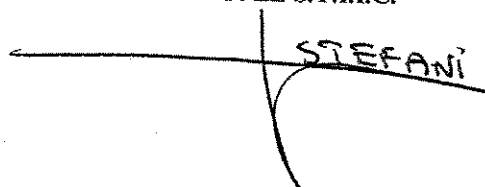


P. LE LABORATOIRE CENTRAL




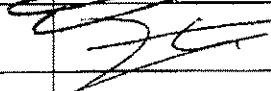



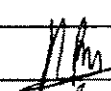
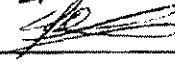
T. Bédouin

P. LE S.T.I.I.C.



STEFANI

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC**DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION D' ACCESSIBILITE****Mardi 16 mars 2010****AVIS SUR LES DOSSIERS PRESENTES
(BERP - BPCA - BHF -BSH)**

	NOM	SIGNATURE
PRESIDENT sous-directeur de la sécurité du public	M. LACROIX	
architecte de sécurité de la Préfecture de Police	M. BOURGOUIN	
Brigade de sapeurs-pompiers de Paris	Lieutenant Colonel VAZ DE MATOS	
Laboratoire central de la Préfecture de Police	M. BATONNIER	
Pour la direction des affaires sanitaires et sociales de Paris		
Direction des affaires sanitaires et sociales de Paris	M. LEONE Mme ANDREU Mme GRUSON	
Pour les associations représentatives des personnes handicapées		
Association parisienne de parents et amis de personnes handicapées mentales	M. SALLE	
Association Valentin Haüy pour le bien des aveugles	M. DESMOULINS M. HENRY M. GRIMBERT	
Association des paralysés de France	Mme MAUCERI M. CHOMET M. NEKKAB Mme DEQUERO	
Union Nationale pour l'Insertion sociale du Déficit Auditif (UNISDA)	Cédric LORANT (excusé) Françoise JULIA	
Pour les propriétaires et gestionnaires de logement		
Paris habitat OPH	M. BOUVIER	
ICF La Sablière	Mme MANCEAU	
Fédération nationale de l'immobilier	M. TERRIOUX	
Confédération nationale des administrateurs de biens	M. DAUCHEZ	

Pour les propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public		
Syndicat des directeurs de théâtres privés	M. TERREY Mme GENTILHOMME	
Union des industries hôtelières	M. LECOURT	
Direction du patrimoine et de l'architecture de la Mairie de Paris	Wanda FACON Mme DESBIEYS Mme HIDALGO	
Pour les maîtres d'ouvrage et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics		
Direction des espaces verts et de l'environnement Mairie de Paris	Mme VAN AERDE M. SANSONETTI	
Direction de l'urbanisme Mairie de Paris	M. ZUBER	
Direction de la voirie et des déplacements Mairie de Paris	M. BRESCHANI M. BRASCHU	
Pour les bâtiments de France		
Architecte des Batiments de France - Adjoint du chef du SDAP de Paris	M. AUCLAIR	

RATP

N. Stemmek
D. Maucher
M. B. Chape
J. P. f.
J. P. f.
J. P. f.

SIS Préfecture Police

M. SEGA Stéphane



DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-COMMISSION POUR LA SECURITE PUBLIQUE du 15 avril 2010

AVIS SUR LES PERMIS DE CONSTRUIRE - UNIVERSITE PARIS DIDEROT

ARRT	OBJET - ADRESSE	DATE AVIS	NATURE AVIS
13ème	ZAC Paris Rive Gauche PC 075 113 09 P 0049 PC 075 113 09 P 0050	15/4/2010	FAVORABLE

	NOM	AVIS	SIGNATURE
PRESIDENT Le Sous-Directeur de la sécurité du Public	M.Gérard LACROIX	Favorable	
Le représentant du Préfet de Paris Direction de l'urbanisme et de la construction	Mme Caroline PROSPERO	Favorable	
Le représentant du Maire de Paris Directeur de la Prévention et de la Protection	M. Michel GIRAUDET	Favorable	
Le représentant du Maire du 13ème arrondissement	Mme MIGNOT	Favorable	
Brigade de sapeurs pompiers de Paris - Bureau Prévention	Capitaine GAUER	Favorable	
Service Information et Sécurité Cabinet du Préfet de Police	M. Stéphane ROCHE	Favorable	
Direction de l'Ordre Public et de la Circulation	M. François FILIPPI	Favorable	
Direction de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne	Mme Emmanuelle MEDINA M. Sylvain DHOENY	Favorable	

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

N°

Paris, le 19 février 2010

INSTRUCTION TECHNIQUE RELATIVE AUX PARCS DE STATIONNEMENT COUVERTS

non assujettis à la législation sur les installations classées
et à l'arrêté interministériel du 31 janvier 1986, modifié.

Annexé à avis du Service concernant : Université Paris Diderot (lot M6A1)

Demande de permis de construire n° : 143 09 P 0049 déposé 5/08/09

PRESCRIPTIONS :

1° - Réserver pour la circulation des piétons entre la voirie générale et les accès principaux aux immeubles, des aires nettement distinctes de celles réservées à la circulation automobile. ☒

2° - Isoler le volume du parc et ses accès couverts de tous les locaux contigus, par des parois ou planchers :

- coupe-feu de degré 4 heures (I. G. H.)
- coupe-feu de degré 3 heures
- coupe-feu de degré 2 heures
- coupe-feu de degré 1 heure

☐
☐
☒
☐

Les conduits ou gaines traversant le volume du garage seront de même degré de résistance au feu.

3° - Conférer :

- aux éléments porteurs ou auto-porteurs du parc une stabilité au feu de :

8H

Bâtiment de :

ou Parc isolé :

- degré 1/2 heure : 2° famille

(R ou R + 1)

- degré 1 heure : 3° famille

(R + 2 ou R - 2)

- degré 1 heure 1/2 :

(- de 28 m)

- degré 2 heures : art. G. H. II

(+ de 28 m)

☐
☐
☐
☐

- aux planchers intermédiaires du parc une résistance coupe-feu de :

Bâtiment de :

ou Parc isolé :

- degré 1 heure : 3° famille

(au plus 2 niveaux)

- degré 1 heure 1/2 :

(- de 28 m)

- degré 2 heures : I. G. H.

(+ de 28 m)

☐
☒
☐

4° - Recouper la superficie de chaque niveau en compartiments inférieurs à :

- 3.000 m² au-dessous du niveau de référence

☐ 50

.../...

.../...

Le cloisonnement sera réalisé par des parois coupe-feu de degré une heure ; les ouvertures intérieures éventuelles seront munies de dispositifs d'obturation pare-flammes de degré 1/2 heure, à fermeture automatique asservie à un système de détection par détecteur autonome déclencheur, doublé d'une commande manuelle.



- 5° - Si la couverture du parc est dominée par des façades vitrées ou ouvertes, la réaliser sur une distance mesurée en projection horizontale de 8 mètres de l'ouverture la plus proche, en matériaux classés M.O. à M.3, et pare-flammes de degré 1 heure.



- 6° - Disposer les escaliers ou sorties de façon que les usagers n'aient pas plus de quarante mètres à parcourir pour atteindre l'un d'eux, s'ils ont le choix entre plusieurs issues, et pas plus de vingt cinq mètres s'ils se trouvent dans une partie formant cul-de-sac.



Si le parc est implanté exclusivement au premier sous-sol, un trottoir de 0,80 m de largeur au moins, placé en surélévation le long de la rampe, pourra remplacer un escalier.

- 7° - Encloisonner les escaliers de 0,80 m de largeur au moins, ainsi que les ascenseurs, par des éléments coupe-feu de degré :

- 1/2 heure (R ou R + 1)



- 1 heure (cas général)



- s'ils débouchent directement à l'air libre, les protéger à tous les niveaux du parc par des blocs-portes pare-flammes de degré 1/2 heure, à ferme-porte s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc et ne comportant pas de dispositif de condamnation à l'intérieur :

- dans le cas contraire, les protéger, ainsi que les paliers d'ascenseurs, par des sas présentant le même degré de résistance au feu que les murs ou cloisons traversés.

- 8° - Etablir les dispositifs de franchissement (sas) constitués par un volume clos, de superficie de 3 mètres carrés au moins, muni seulement de deux portes pare-flammes de degré 1/2 heure, à ferme-porte et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.



Pour les handicapés (cotes, dispositions etc.), se reporter à la réglementation. *

- 9° - Faire aboutir toutes les issues piétonnières à l'air libre ou au niveau de la voirie publique desservant l'immeuble, dans les zones permettant une évacuation rapide (dit "niveau de référence").



* — E. R. P. : Décret n° 78-109 du 1^{er} février 1978 + arrêté du 25 janvier 1979.

.../...

.../...

- 10° - Réaliser la ventilation de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables.

Cette ventilation sera :

- | | | |
|---------------------|--|-------------------------------------|
| - 1 niveau | - naturelle ou mécanique | <input type="checkbox"/> |
| - plusieurs niveaux | - mécanique obligatoirement au-dessous du niveau de référence. | <input checked="" type="checkbox"/> |

Elle sera indépendante par niveau et par compartiment, tant pour l'arrivée d'air frais que pour l'évacuation de l'air vicié.

Ventilation naturelle : 6 dm² / véhicule.

Ventilation mécanique : 600 m³ / heure / véhicule.

Aucun conduit de gaz combustible ou toxique ne devra être établi dans le volume du parc, sauf s'il est contenu dans une gaine en matériaux incombustibles, coupe-feu de degré 2 heures, ouverte sur l'extérieur aux extrémités et protégée du choc éventuel des véhicules.

- 11° - Faire déboucher la partie supérieure des conduits de ventilation à un emplacement tel qu'il ne puisse être une cause d'incendie ou d'incommodité pour le voisinage, et à 8 m au moins, en projection horizontale, des baies les plus proches.

- 12° - Assurer aux sols une pente suffisante pour que les liquides s'écoulent facilement vers les collecteurs et les surélever de 3 centimètres à l'intersection des niveaux et des rampes inférieures, pour éviter l'écoulement des liquides d'un niveau vers un autre. Même surélévation pour les seuils de sas, sauf pour ceux utilisés par les handicapés (2 cm, au lieu de 3).

- 13° - Effectuer l'évacuation des eaux résiduares par l'intermédiaire d'une fosse à dispositif de séparation ou par tout autre système capable de retenir la totalité des liquides inflammables, avec un minimum de 0,5 m³.

- 14° - Dans les rampes, allées de circulation des véhicules et dans toutes les parties susceptibles d'être parcourues par les piétons, assurer une hauteur minimale de 2 mètres libre de tout obstacle.

- 15° - Sur une distance de 4 m environ en retrait de l'alignement au débouché sur la voirie, disposer la rampe de manière que la pente n'excède pas 5%.

- 16° - Installer un éclairage de sécurité et placer les points lumineux en parti haute et basse au plus à 0,50 m du sol, le long des allées de circulation, près des issues vers escaliers ou sorties directes sur l'extérieur et dans les escaliers.

.../...

.../...

17° - Prévoir :

- un dispositif de détection automatique d'incendie ;

▪ à partir du 3° niveau au-dessous du niveau de référence (jusqu'à 5 niveaux au-dessous et s'il n'y a pas de système d'extinction automatique). ☐

▪ à tous les niveaux (parc de 6 niveaux et plus au-dessous) ou I.G.H. (art. G.H. 10) ☐

- un système d'alarme à tous les niveaux (parc de 5 niveaux et plus au-dessus, ou 3 niveaux et plus au-dessous). ☒

- un dispositif d'extinction automatique à partir du 6° niveau et plus, au-dessous du niveau de référence, ou pour I. G. H. (art. G. H. 11). ☐

18° - Si des alvéoles de remisage pour un ou deux véhicules au plus sont fermés par des portes, munir celles-ci de larges parties à claire-voie ou grillagées, permettant l'aération de l'alvéole, le contrôle facile de l'utilisation qui en est faite et la mise en œuvre des moyens de secours (Recommandation). ☐

19° - Ne disposer aucune bouche ou trémie d'arrivée d'air neuf ou d'extraction d'air vicié à l'intérieur d'un emplacement de remisage. ☒

20° - D'une manière générale, n'utiliser les aires de stationnement ou lesdits alvéoles que pour le remisage de véhicules, à l'exclusion de tout dépôt de matériel ou matériau, combustible ou non, ou de tout usage industriel, commercial, professionnel etc. ☒

21° - Se conformer, pour le surplus, aux dispositions :

- du règlement de sécurité du 23 mars 1965, modifié (E. R. P.). ☐

- du règlement de sécurité du 25 juin 1980, modifié (E. R. P.). ☐

- du règlement de sécurité du 18 octobre 1977, modifié (I. G. H.). ☐

- du Code du Travail, selon instructions complémentaires de l'Inspection du Travail. ☒

Nota : En ce qui concerne les parcs de stationnement couverts, annexes des bâtiments d'habitation et de surface comprise entre 100 et 6000 mètres carrés, les articles 77 à 99 de l'arrêté interministériel du 31 janvier 1986, modifié, sont applicables (J. O. des 5 mars et 20 septembre 1986).